

# L'ONU au bord de la faillite financière

## Partage international n° 92 - Avril 1996

par Cielito Pascual

Selon le responsable des finances de l'organisation, l'ONU est au bord de l'effondrement financier et devra réduire d'environ 10 % les effectifs de son siège de New York et dans sept autres villes, au cours des deux années à venir.

Joseph E. Conner, sous-secrétaire général chargé de l'administration et de la gestion, a déclaré en février que l'ONU se trouve en situation de « faillite virtuelle ». La dette devrait atteindre 420 millions de dollars d'ici à la fin de l'année, rien que pour le budget courant, sans compter les opérations de maintien de la paix. La situation financière s'est considérablement détériorée lorsque son déficit de liquidités, qui n'avait jamais dépassé 50 millions de dollars, atteignit environ 250 millions de dollars au cours du second semestre de 1995.

J. Conner affirme que l'incapacité de l'ONU à payer ses dépenses courantes est le principal élément qui a plongé les Nations unies dans la crise. En 1995, les Etats-Unis n'ont réglé qu'une fraction de leurs arriérés, en raison de la baisse des subventions accordées à l'ONU par le Congrès et de l'impasse financière générale de Washington. J. Conner a qualifié très sévèrement l'arriéré américain, qui s'élève actuellement à 1,5 milliards de dollars.

L'ONU s'est toujours trouvée financièrement limitée par les retards de paiement, et parfois le non-paiement, des quotes-parts dues par les pays membres. Les difficultés financières de l'ONU se sont accrues au cours des récentes années, les pays membres ayant augmenté leurs exigences, particulièrement dans le domaine du maintien de la paix et de la résolution des conflits, tout en omettant d'apporter les ressources nécessaires à ces opérations.

### Le budget des Nations unies

Tous les pays membres de l'ONU sont tenus, de par sa charte, de contribuer à son financement. La part de chaque pays est fonction du revenu national, en tenant compte du revenu par habitant. C'est ainsi que les pays riches payent davantage que les pays

pauvres. Chaque pays membre se voit assigner une quote-part du budget, allant d'un minimum de 0,01 % à un maximum de 25 %. Ces montants représentent ce qu'on appelle le « budget courant », qui s'élève en moyenne à 1,3 milliards de dollars par an. Le financement des missions de maintien de la paix forme un budget séparé, alors que les contributions aux programmes spéciaux tels que l'Unicef, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial restent soumises à la contribution des pays membres. Les dépenses totales de l'ONU avoisinent 7,5 milliards de dollars par an.

Cette organisation a été largement critiquée pour la lourdeur de sa bureaucratie et le projet de la réduire n'est pas nouveau. En 1992, peu après son entrée en fonction, le Secrétaire Général Boutros Boutros-Ghali avait annoncé son intention de rationaliser le Secrétariat, et trois ans après, il avait déjà réduit de 10 % le personnel de l'ONU. Aujourd'hui, l'embauche est « gelée », des retraites anticipées sont offertes aux fonctionnaires âgés et des milliers de personnes, des experts aux secrétaires, ne verront pas leur contrat renouvelé.

Afin de réduire la dépendance des Nations unies envers les contributions nationales et d'accroître les réserves pour des missions d'urgence, on examine actuellement de multiples possibilités : taxes sur le fret international ou sur les changes ; taxes sur l'exploration scientifique des océans ou de l'Antarctique ; et amendes pour la pollution de l'environnement. Les difficultés sont exacerbées par le cynisme et l'hostilité croissante du Congrès américain, qui a introduit des propositions de loi visant à interrompre tout financement si l'ONU tentait de trouver des sources de revenu indépendantes.

La crise est déjà en train de paralyser l'ONU et de l'empêcher de mener à bien des tâches essentielles. Les principaux gouvernements ont rogné leurs contributions en faveur de grands projets humanitaires et de développement ; les initiatives pour la paix ne peuvent plus progresser ; et les interventions humanitaires d'urgence sont bloquées.

Pourtant, une telle situation pourrait être évitée, car les montants impliqués sont relativement modestes. La quote-part des Etats-Unis au budget des Nations unies ne représente que le cinquantième de un pour

cent des dépenses fédérales américaines. Le budget courant annuel des Nations unies, soit 1,3 milliards de dollars, est inférieur aux frais de fonctionnement annuels du Département de Police de la ville de New York. Alors que la dépense militaire est tombée à 180 dollars par personne pour le monde entier, l'ensemble du système des Nations unies revient à deux dollars par personne.

Les Nations Unies sont parvenues à régler pacifiquement 172 conflits régionaux et sont à l'origine de plus de 300 traités internationaux. En 50 ans, elles ont élaboré davantage de législations internationales que jamais auparavant dans notre histoire. Elles ont éliminé la variole de la surface du globe, faisant économiser environ un milliard de dollars par an en vaccins et en soins. L'ONU a apporté de l'aide humanitaire à plus de 30 millions de réfugiés fuyant la guerre, la famine ou les persécutions, et a fourni de l'eau potable à 1,3 milliards de personnes. Elle a également joué un rôle majeur en réduisant de moitié les taux de mortalité infantile dans les pays en voie de développement depuis 1960.

Lorsque le Secrétaire Général Boutros Boutros-Ghali a pris ses fonctions en 1992, la Guerre froide était terminée et l'immense barrière idéologique qui sapait

le potentiel de l'ONU s'était écroulée. Un nouvel espoir régnait. Depuis, cet espoir s'est atténué en raison de la multiplication des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et de la demande incessante de fonds qui en a résulté.

La crise actuelle nous permet de réaliser que la paix, dans son sens le plus large, ne peut être établie par l'ONU seule, ni par des gouvernements isolés. La capacité de trouver des solutions à long terme à la crise actuelle va dépendre de la volonté politique des pays membres. L'ONU a plus que jamais besoin de la participation de toute la société civile (organisations non-gouvernementales, institutions académiques, parlementaires, hommes d'affaires et communautés professionnelles, médias et, surtout, de l'ensemble des citoyens) pour exiger des décideurs et des leaders mondiaux une volonté politique puissante, nécessaire à la réalisation des concepts avancés par les fondateurs de l'unique forum mondial pour la paix dans le monde.

**Auteur :** Cielito Pascual,

**Thématiques :** [politique](#)

**Rubrique :** [Divers](#) ()